

Genève & région

Pierre Maudet pense sécurité même quand il traite d'économie

Page 20

A Genève, le public apprécie les classiques du théâtre

Page 23

OLIVIER VOGELSANG



Sécurité

Fusion ratée des pompiers: les élus de la Ville se fâchent

Différents groupes politiques demandent à la Cour des comptes de se pencher sur l'échec du projet ConvergenceS

Chloé Dethurens

Une nouvelle caserne dans la Halle 7 de Palexpo, la fusion des pompiers professionnels de la Ville et de l'Aéroport, la création d'une fondation de droit public dont feraient partie les communes: lancé en 2008, le projet ConvergenceS était alléchant. Mais trop onéreux et trop complexe, le concept a finalement pris l'eau suite à un audit mené par l'Aéroport. Un échec qui fâche certains élus du Municipal. Ceux-ci demandent à la Cour des comptes de se pencher sur ce naufrage.

Rédigé par l'UDC Eric Bertinat, le courrier envoyé à l'instance de contrôle fait part de la déception des élus face à la débâcle de ConvergenceS. Verts, socialistes, MCG et Ensemble à Gauche se sont joints à la démarche. «Aucune annonce officielle, aucune explication de la part de la Ville de Genève ni de l'Aéroport ne nous a été fournie à ce jour», regrettent les signataires.

Etudié depuis 2008

Pourtant, le dossier a occupé les conseillers municipaux durant plusieurs années. «Nous avons passé beaucoup de temps en commission, mené des auditions à n'en plus finir, avons traité de plusieurs résolutions à ce sujet, note Pierre Gauthier, d'Ensemble à Gauche. Le seul avantage de ce dossier, c'est qu'il nous a permis de nous pencher sur la sécurité feu et d'identifier les problèmes, comme le manque de personnel.» La socialiste Olga Baranova de poursuivre: «On



Le projet ConvergenceS prévoyait de fusionner le Service d'incendie et de secours avec le Service de sécurité de l'aéroport. MAGALI GIRARDIN

Les raisons de l'échec du projet

Lancé en 2008 par Pierre Maudet, alors magistrat en Ville, le projet ConvergenceS prévoyait de fusionner le Service d'incendie et de secours (SIS) avec le Service de sécurité de l'aéroport (SSA) et de construire une caserne dans la Halle 7, afin de remplacer celle des Asters, exigüe et vieillissante. Mais en 2013, un audit réalisé sur demande de l'Aéroport fait état de coûts

pharaoniques: la fusion des deux corps – qui connaissent des disparités de salaire, de conditions de travail et de retraite – se chiffre à 25,7 millions. La caserne coûterait 75 millions, sans compter d'éventuels aménagements côté ville censés permettre aux pompiers d'accéder à l'autoroute. L'interopérabilité entre les deux corps s'avère également plus complexe que prévu. **CH.D.**

nous a vendu ce concept comme parfaitement ficelé. Mais en l'étudiant, nous avons vite remarqué qu'aucune pierre ne tenait. On se demande si le projet n'était pas qu'une farce et n'avait finalement jamais été envisagé sérieusement.»

«Très mécontents de la fin abrupte du projet», les élus demandent à la Cour des comptes de contrôler la gestion du dossier. Et d'examiner, notamment, le projet de construction de nouvelle caserne, pour lequel un crédit d'étude de 6,5 millions avait été

voté le 22 février 2012. «La cessation du projet donne l'impression que celui-ci a été gaspillé», estiment les élus.

La Halle 7 abandonnée

Le projet ayant capoté, où en est-on désormais? L'idée de nouvelle caserne, qui aurait pu se réaliser même sans la fusion, est abandonnée. «L'Aéroport m'en a informé il y a deux semaines», explique Guillaume Barazzone, magistrat PDC en charge de la Sécurité et de l'Environnement urbain,

qui a repris le dossier suite au départ de Pierre Maudet pour le Conseil d'Etat. «En plus des conclusions de l'audit, l'Aéroport évoque des normes de sécurité plus strictes, poursuit le magistrat. La Halle 7 est située trop loin sur le tarmac par rapport à la caserne actuelle pour permettre aux pompiers d'intervenir selon les temps réglementaires.» Sentant le peu de chances qu'avait le projet d'aboutir, Guillaume Barazzone a fait arrêter les études en cours l'été dernier.

Quid de l'avenir des pompiers? Après plusieurs rencontres avec le Département cantonal de la sécu-

«Aucune explication ne nous a été fournie à ce jour»

Extrait de la lettre envoyée par des élus à la Cour des comptes

rité, l'Exécutif de la Ville a validé la création d'un groupe de travail, piloté par l'Etat, afin d'étudier durant six mois un concept cantonal de sécurité. Celui-ci définira l'organisation des pompiers professionnels et volontaires. Le magistrat fournira prochainement au Municipal des informations détaillées à ce sujet.

L'Aéroport de Genève, lui, ne compte pas modifier l'organisation de ses pompiers. «Nous gardons le concept actuel, grâce auquel le Service de sécurité de l'aéroport (SSA) intervient déjà à l'extérieur du périmètre de l'aéroport», confirme Bertrand Stämpfli, porte-parole. Pour l'Aéroport, l'étude de ConvergenceS n'aurait cependant pas été totalement inutile: «Désormais, il y a davantage de dialogue et de contacts entre les deux corps, ce qui pourra favoriser les échanges», assure le porte-parole.

La flotte Belle Epoque de la CGN reçoit un prix européen pour sa rénovation

Europa Nostra distingue ceux qui ont remis à flot les bateaux historiques navigant sur le Léman

Quel est le point commun entre les salles d'agat du palais à Pouchkine, près de Saint-Petersbourg, et la flotte Belle Epoque de la Compagnie Générale de Navigation (CGN)? Tous deux reçoivent le Prix de conservation 2014 de l'organisation Europa Nostra dans la catégorie hors Union européenne.

«Si elle reste peu connue du grand public, Europa Nostra, c'est un peu l'Unesco de l'Europe, soutient le Genevois Charles Pictet,



Désarmé en 2006, le vapeur «Italie» attend sa restauration dans le bassin de la CGN à Lausanne. Il manque encore 4 millions de francs.

Flotte Belle Epoque au monde ont ainsi été restaurés.

L'ABVL se réjouit de ce prix: «C'est une belle reconnaissance qui nous aidera sans doute à dénicher d'autres donateurs potentiels», confie Maurice Decoppet, son président. Née en 2002, l'ABVL est parvenue à réunir depuis lors près de 20 millions de francs sur les 60 millions investis à ce jour pour la restauration des bateaux historiques. «Nous avons prouvé être en mesure de lever des fonds en 2004 à la suite de l'avarie du *Simplon* en rade de Genève, qui a failli condamner le bateau», précise Maurice Decoppet. Cette distinction ne pouvait pas mieux tomber pour ceux qui

veulent achever l'œuvre entreprise. «C'est de la vitamine pour la recherche de sponsors», se réjouit le responsable du patrimoine, le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis. Et justement,

il manque 4 millions pour financer la restauration de l'*Italie*, estimée à 12,7 millions. L'ABVL a déjà récolté 8,5 millions. Pascal Broulis ajoute: «J'ai écrit le 7 mars à Isabelle Chassot, qui dirige l'Office fédéral de la culture, pour lui demander une aide de 2,7 millions de francs. C'est un patrimoine d'importance nationale, même s'il est d'abord vaudois et intercantonal. Genève et le Valais y contribuent aussi.»

Claude Béda et Justin Favrod